

Service risques et installations classées

Créteil, le 25 mars 2022

Dossier n° 94-35001  
N° GUN : 0007408592

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUTOCARS R.SUZANNE**

4 AVENUE WINSTON CHURCHILL  
94190 VILLENEUVE ST GEORGES

Références : DRIEAT-IF/UD94/2022/PESSPVM/OB/N°060GR

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement AUTOCARS R.SUZANNE implanté 4 AVENUE WINSTON CHURCHILL à VILLENEUVE ST GEORGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopiné dans le cadre d'un suivi de mise en demeure.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUTOCARS R.SUZANNE
- 4 AVENUE WINSTON CHURCHILL 94190 VILLENEUVE ST GEORGES
- Code AIOT dans GUN : 0007408592
- Régime : Déclaration avec contrôle

L'entreprise de transport de tourisme, les « Autocars R.SUZANNE » possède une flotte de cars et exploite une station de distribution de carburants.

Le site est classé selon la rubrique 1435-2 [DC].

**Le thème de visite retenu était la vérification de la mise en conformité de l'installation suite à l'arrêté de mise en demeure n°2020/00711 du 03/03/2020.**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de contrôle n°1 – Contrôle périodique	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010	/	Sans objet
Point de contrôle n°2 – Dossier installation classée	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article s 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 et article 4 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008	/	Sans objet
Point de contrôle n°3 – Moyen de lutte contre l'incendie et aire de dépotage de distribution	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, articles 4.2 et 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010	/	Sans objet
Point de contrôle n°4 – Moyen de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010	/	Sans objet
Point de contrôle n°5 – Réservoir simple enveloppe	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article 17 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de contrôle n°6 - Réservoir simple enveloppe	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article 18 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010	/	Sans objet
Point de contrôle n°7 – Tuyauteries enterrées	AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article 19 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 09/02/2022 qui consistait à vérifier la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure n°2020/00711 du 03/03/2020, il a été constaté en réponse aux non-conformités de la précédente inspection :

- **Non-conformité N°1** : l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle périodique de son installation (article 11.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010), selon la périodicité de 5 ans, définie à l'article R.512-57 du code de l'environnement ;  
→ L'exploitant n'était pas en mesure de présenter un contrôle périodique lors de l'inspection. **L'exploitant doit communiquer une date de contrôle de son installation sous 15 jours.**
- **Non-conformité N°2** : L'exploitant n'a pas pu présenter, à l'inspection des installations classées, les plans de l'installation tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation des réservoirs enterrés, de leurs équipements annexes, ainsi que le plan des tuyauteries (non respect de l'article 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 et de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008) ;  
→ L'exploitant n'était pas en mesure de présenter les plans de l'installation à jour lors de l'inspection. **L'exploitant doit communiquer les plans de son installation sous 15 jours.**
- **Non-conformité N°8** : l'installation n'est pas pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus, et de lutter contre l'incendie, que ce soit au niveau du dépotage qu'au niveau des aires de distribution (non respect de les articles 4.2 et 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010) ;  
→ L'exploitant a communiqué par courriel du 21/02/22 une photographie d'un bac au niveau de la station-service. Cependant, la photographie ne prouve pas la présence de produit absorbant dans le bac. **L'exploitant doit communiquer la photographie de l'intérieur du bac sous 15 jours.**
- **Non-conformité N°9** : concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'installation n'est pas protégée, sur chaque îlot de distribution, par un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore (non respect de l'article 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010) ;  
→ L'exploitant a indiqué par courriel du 17/02/22 qu'un système de lutte contre l'incendie approprié aux risques allait être installé en même temps que les travaux de neutralisation d'une cuve le 23/02/22 ou le 24/02/22. **L'exploitant doit communiquer les éléments prouvant cette mise en place sous 15 jours ou à défaut un planning de travaux.**
- **Non-conformité N°10** : l'étanchéité du réservoir à simple enveloppe de 20 000L, placé en fosse et encore utilisé, n'a pas été contrôlée conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 (rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010) ;  
→ Par courriel du 21/02/22, l'exploitant a communiqué un devis signé, en date du 16/02/22 de la société NET'CUV pour le nettoyage, le dégazage et la neutralisation d'une cuve de 20000L. Les travaux sont prévus le 23 ou le 24/02/22. **L'exploitant doit transmettre la justification de la réalisation de ces travaux sous 15 jours.**
- **Non-conformité N°11** : le réservoir en simple enveloppe de 20 000L, placé en fosse et encore utilisé, ne fait pas l'objet d'un suivi hebdomadaire, par l'exploitant, du volume de produit présent dans celui-ci (non respect de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008, rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010). Ce suivi formalisé doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique ;  
→ **Cette non-conformité est rendue caduque** suite au démantèlement de la cuve de 20000L en cour.
- **Non-conformité N°12** : l'absence de liquide aux points bas de la fosse contenant le réservoir simple enveloppe n'est pas contrôlée lors du suivi hebdomadaire du réservoir (non respect de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008, rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel ;  
→ Par courriel du 21/02/22, l'exploitant a communiqué un devis signé, en date du 16/02/22 de la société NET'CUV pour le contrôle des canalisations associés à une cuve de 100 m<sup>3</sup> et le contrôle de la détection de fuite. Les travaux sont prévus le 23 ou le 24/02/22. **L'exploitant doit transmettre le résultat des contrôles sous 15 jours.**

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°1

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article : 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle périodique
<b>Constats :</b> Il a été constaté l'absence de contrôle périodique pour la rubrique 1435 des installations classées. L'exploitant a indiqué qu'il allait réaliser ce contrôle dans les meilleurs délais à l'issue des travaux en cour.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°2

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, articles : 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 et article 4 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dossier installation classée
<b>Constats :</b> L'exploitant n'était pas en mesure de présenter les plans de l'installation à jour lors de l'inspection. Par courriel du 17/02/22, l'exploitant a indiqué que les plans de la tuyauterie seront mis à jour suite aux travaux prévus le 23/02/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°3

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, articles : 4.2 et 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie et Aires de dépotage ou de distribution
<b>Constats :</b> Lors du contrôle, il a été constaté l'absence de produits fixant ou de produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. L'exploitant a indiqué que ce bac avait été rangé suite à une tempête. Par courriel du 21/02/22, l'exploitant a communiqué la photographie de la présence d'un bac au niveau de la station service.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°4**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article : 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> Il a été constaté l'absence d'un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore lors de l'inspection. Par courriel du 17/02/22, l'exploitant a indiqué qu'un système de lutte contre l'incendie approprié aux risques allait être installé en même temps que les travaux de neutralisation d'une cuve le 23/02/22 ou le 24/02/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°5**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article : 17 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Réservoir simple enveloppe
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le contrôle d'étanchéité du réservoir à simple enveloppe de 20 000L. Par courriel du 21/02/22, l'exploitant a communiqué un devis signé en date du 16/02/22 de la société NET'CUV pour le nettoyage, le dégazage et la neutralisation d'une cuve de 20000L. Les travaux sont prévus le 23 ou le 24/02/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°6**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article : 18 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Réservoir simple enveloppe
<b>Constats :</b> Cette prescription devient caduque suite à la neutralisation de la cuve de 20000L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Point de contrôle n°7**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/03/2020, article : 19 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Tuyauteries enterrées
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le contrôle d'étanchéité des tuyauteries enterrées, qui ne sont pas munies d'une deuxième enveloppe et d'un système de détection de fuite. Par courriel du 21/02/22, l'exploitant a communiqué un devis en date du 16/02/22 de la société NET'CUV signé pour le contrôle des canalisations associés à une cuve de 100 m <sup>3</sup> et le contrôle de la détection de fuite. Les travaux sont prévus le 23 ou le 24/02/22. Par courriel du 11/03/22, l'exploitant a communiqué un contrôle de la tuyauterie de la cuve de 100m3 ainsi que du système de détection de fuite en date du 07/03/22 réalisé par NET'CUV.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet